

Paris, le 14/11/2020

Nous sommes scandalisé.e.s par le récent comportement de la Secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'Engagement. En effet, suite à une rencontre entre des jeunes et la Secrétaire d'État, organisée par le « Réseau Jeunes » de la Fédération des Centres Sociaux de France (FCSF) à Poitiers, cette dernière est traînée dans la boue par Mme El Haïry.

La Secrétaire d'État, mécontente de la rencontre et du débat, autour de la laïcité notamment, qu'elle a eu avec les jeunes le 22 octobre, a décidé de « punir » la FCSF.

La vexation de madame El Haïry se traduit par la mise en place d'une « double punition » :

- la première est la convocation au commissariat pour des jeunes et des travailleurs sociaux ayant participé au débat.
- la seconde est la mise en œuvre de l'inspection de la FCSF qui va être menée par l'IGESR (Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche). Cette dernière va examiner les objectifs, les conditions d'organisation et l'encadrement du « Réseau Jeunes ».

Mais ce que nous nommons « double punition » n'est rien d'autre que l'illustration de la politique autoritaire menée par le pouvoir (tout comme le montre le contenu non-flouté de la loi « Sécurité Globale »), où les débats d'idées et les échanges politiques sont considérés comme des actes odieux et dangereux.

Dans un pays qui aime se saisir de temps mémoriels, en particulier autour de la liberté d'expression, il serait bon d'écouter sans jugement -à défaut d'entendre- les questions soulevées par la jeunesse autour du comportement de la police et d'une vision différente de la laïcité, c'est aussi cela « faire corps ».

Nous espérons, pour la vie démocratique et l'émancipation des personnes, que l'acharnement de la Secrétaire d'État à l'encontre de la FCSF ne soit pas la conséquence de la prise de position de cette dernière contre le dispositif d'embrigadement de la jeunesse, dit « Service National Universel » (position adoptée dès septembre 2019). Si tel était le cas, nous devrions plus que nous inquiéter d'une telle volonté de faire taire les lieux de débat, les lieux de pensée critique, les lieux d'éducation populaire.

SI l'éducation populaire peut-être vue comme « *la science de son malheur* », nous savons quel est le nôtre d'avoir une telle Secrétaire d'État en charge des politiques de jeunesse et de la vie associative.

En conséquence :

- **Nous affirmons publiquement notre soutien à la Fédération des Centres Sociaux de France (FCSF) et aux actions menées par ses soins sur l'ensemble du territoire.**
- **Nous demandons l'abandon immédiat de l'IGESR en cours à l'encontre de la FCSF.**
- **Nous condamnons avec vigueur la dérive autoritaire du gouvernement actuel qui cherche à taire toute expression non-conforme à ses opinions.**